

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
2 mars 2010

Original : français

**Lettre datée du 19 février 2010, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente du Burkina Faso
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Sur instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint une copie du communiqué de presse en date du 17 février 2010 du Facilitateur du dialogue direct interivoirien, S. E. M. Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso, relatif au processus politique en Côte d'Ivoire (voir annexe).

Je vous saurai gré de bien vouloir diffuser la présente lettre et son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim
de la Mission permanente du Burkina Faso
(*Signé*) Bonaventure **Koudougou**



**Annexe à la lettre datée du 19 février 2010 adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente du Burkina Faso
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Communiqué de presse du Facilitateur du dialogue
direct interivoirien**

1. Le 11 février 2009 à Ouagadougou, S. E. M. Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso, Facilitateur du Dialogue direct interivoirien, a tenu des consultations avec les différentes parties ivoiriennes, en l'occurrence La majorité présidentielle (LMP), le Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) et le Président de la Commission électorale indépendante (CEI), aux fins de rechercher des solutions aux difficultés rencontrées ces dernières semaines dans la mise en œuvre du processus électoral, et consécutives aux croisements internes effectués par la CEI portant sur 429 000 cas litigieux.
2. Le constat a été fait des avancées notables enregistrées par le processus électoral avec notamment la production d'une liste électorale provisoire de 5,3 millions de personnes croisées positifs par l'Institut national de statistique et la SAGEM.
3. Les acteurs politiques ivoiriens ont exprimé leurs différentes préoccupations quant aux derniers développements du processus de sortie de crise et marqué leur attachement à la préservation des acquis et à la poursuite de la mise en œuvre de l'Accord politique de Ouagadougou (APO).
4. Le Facilitateur a suivi avec attention l'adresse à la Nation de S. E. M. Laurent Gbagbo, Président de la République de Côte d'Ivoire, délivrée le 12 février 2010 annonçant sa décision de prendre des mesures exceptionnelles, en vue de lever toutes les hypothèques possibles sur le processus et de permettre l'organisation d'élections justes et transparentes.
5. Le Facilitateur voudrait, à cet égard, encourager le Président Laurent Gbagbo à agir dans les meilleurs délais pour la relance du processus électoral en vue de son aboutissement heureux et ce, conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord politique de Ouagadougou dont il s'est, par ailleurs, engagé à préserver les acquis.
6. Le Facilitateur voudrait, par ailleurs, encourager le Premier Ministre, Guillaume Soro, maintenu à son poste, à poursuivre les efforts qu'il n'a eu de cesse de déployer, pour conduire avec succès, et dans un esprit inclusif, le processus de sortie de crise dont il est le maître d'œuvre, jusqu'à son terme.
7. Le Facilitateur souhaite vivement que l'esprit de dialogue et de concertation permanente qui a toujours prévalu continue d'être privilégié dans le cadre des mécanismes prévus par l'Accord politique de Ouagadougou et les accords de paix antérieurs.
8. Le Facilitateur a adressé dans ce sens au Président de la République de Côte d'Ivoire une lettre en date du 15 février 2010, qui a été portée le même jour à son haut destinataire par le Représentant spécial du Facilitateur, M. Boureima Badini.
9. Le Facilitateur appelle les acteurs politiques, les médias publics et privés, les forces vives ivoiriennes et l'ensemble de la population au calme et à la retenue.

(Signé) Blaise **Compaoré**